

LA CONCURRENCE
ASIATIQUE

ET L'AVENIR DES OUVRIERS

EUROPÉENS

PAR

AUGUSTE FABRE

PRIX: 0,30 CENTIMES

NIMES

BUREAU DE L'ÉMANCIPATION

4, Plan de l'Aspic, 4

—
1896

LA CONCURRENCE
ASIATIQUE

ET L'AVENIR DES OUVRIERS

EUROPÉENS

PAR

AUGUSTE FABRE

PRIX: 0,30 CENTIMES

NIMES

BUREAU DE L'ÉMANCIPATION

4, Plan de l'Aspic, 4

—
1896

LA CONCURRENCE ASIATIQUE

ET L'AVENIR

DES OUVRIERS EUROPÉENS

Le 28 avril 1896, on lisait dans les journaux une note ainsi conçue :

CHINE. — « L'édit impérial autorisant la construction du chemin de fer de Péking à Hankéou a été promulgué. »

Quelques jours avant, un édit autorisant la construction d'une voie ferrée reliant Péking à Tient-Sin avait aussi paru.

En lisant ces lignes, en constatant que la Chine abandonne définitivement sa routine traditionnelle et s'ouvre à la civilisation occidentale, on éprouve un vif sentiment de joie et l'on est prêt à féliciter cette grande nation d'adopter, enfin, la plus brillante et la plus importante découverte de notre siècle.

L'entraînement et le tumulte des premières impressions calmés, si l'on examine plus attentivement les termes du nouveau problème, on se demande quelles en seront les conséquences politiques et économiques?

Après mûre réflexion, on sent naître certaines appréhensions, on commence à distinguer des points noirs à l'horizon et l'on cesse d'applaudir sans réserve aux

changements importants que l'introduction des voies ferrées va apporter dans le plus vaste empire du monde.

Mais pourquoi ces hésitations, cette crainte, et de quoi a-t-on peur? Un rapide coup d'œil en arrière éclairera le sujet.

Remontons d'un demi-siècle; la Chine, alors, désirait rester étrangère aux autres nations. Son agriculture, très soignée, alimentait son immense population; son industrie familiale suffisait à ses besoins; son commerce interprovincial était admirablement servi par l'énorme développement de ses fleuves et rivières navigables; son organisme social fonctionnait convenablement, elle en était satisfaite; elle vivait en quelque sorte repliée sur elle-même et dans un profond respect pour ses antiques et vénérables traditions.

Toute idée du dehors la troublait, tout produit venu de l'extérieur l'inquiétait; elle fermait systématiquement ses ports aux marchandises étrangères et spécialement à l'opium qu'elle considérait, avec raison, comme un poison dangereux pour ses nationaux. Depuis 1800, l'entrée en Chine de cette « vile ordure », l'opium, était interdite; mais la contrebande l'introduisait secrètement et l'usage s'en étendait d'années en années. Pour mettre fin à ce qu'il considérait comme un abus, le gouvernement chinois eut recours à la force. En 1839, il fit saisir et détruire plus de vingt mille caisses de ce produit, appartenant à des négociants anglais établis à Canton et représentant au bas mot 50 millions de francs. Ce fut le signal de la guerre.

L'Angleterre s'empara de l'Archipel Tchousan. En 1842, elle força l'entrée du Yangtze-Kiang et menaça Nanking. La Chine dut céder et consentir à laisser entrer chez elle le produit prohibé; le traité de paix portait que cinq ports seraient ouverts au Commerce.

En 1857, un conflit éclata entre la Chine d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre : Canton fut pris et la paix, rapidement conclue, fut signée à Tient-Sin. Elle fut éphémère.

En 1858-1860, nouveau conflit, nouvelle guerre. Les

troupes anglo-françaises enlevèrent d'assaut les forts de Takouou, sur le Peï-Ho, battirent en rase campagne l'armée chinoise, commandée par Sang-Kolinsin, et campèrent devant Péking. La capitale fut prise et le palais d'été, le plus riche et le plus ancien musée du monde, fut pillé et brûlé par les assaillants.

La Chine, vaincue par les armes occidentales et déchirée par la grande révolte des Taïping dût céder une fois encore à la loi du plus fort et ouvrir de nouveaux ports au commerce.

En 1878, le meurtre d'un explorateur, M. Margary, fournit aux Européens l'occasion d'arracher au Céleste Empire sans tirer un coup de canon de nouvelles concessions. (1)

Enfin, tout dernièrement, en août 1894, le Japon, se mettant lui aussi de la partie, déclarait la guerre à la Chine.

Le vaste Empire du Milieu, comprenant environ 400 millions d'âmes, fut défait sur terre et sur mer par son voisin qui ne compte que 40 millions d'habitants, mais qui, en vue de cette guerre, avait de longue main organisé son armée et sa flotte.

La Chine, écrasée, dût accepter presque toutes les conditions qu'il plut au vainqueur de lui imposer : cession de Formose, paiement d'une lourde indemnité, abandon de ses prétentions sur la Corée, ouverture de nouveaux ports au commerce, etc., etc. L'intervention jalouse des puissances européennes, qui l'avaient pourtant si souvent malmenée, permit à la Chine de limiter un peu les exigences japonaises.

Mais quelle situation humiliante pour les orgueilleux enfants de Han ! C'est dans cette triste condition que le gouvernement Chinois, reconnaissant, enfin, son impuissance à lutter par la force ou la ruse contre les influences et les agressions étrangères, prit définitivement le parti d'employer à se défendre les mêmes armes que des nations avides employaient à l'attaquer.

(1) Dix-neuf ports furent dès lors ouverts. En outre, Nganking, Tatoung, Hankou et Chazi furent déclarées villes d'escale.

Telles sont les raisons qui ont décidé, tout dernièrement, la Chine à licencier la moitié de son armée, pour la réorganiser aussitôt, surtout son artillerie, sous la direction d'instructeurs européens et d'après les méthodes européennes.

Le Transsibérien (1), voie ferrée que la Russie construit actuellement au nord des frontières chinoises, constituait de son côté une menace pour l'intégrité de l'Empire du Milieu, en créant, par ses stations, une série de points de pénétration.

C'est, on le voit, un impérieux besoin de défense nationale qui oblige la Chine à centraliser, à organiser ses forces, à relier entre elles les parties éloignées de son vaste territoire. C'est l'intégrité de l'Empire menacé qui l'entraîne à contracter des emprunts étrangers et à construire à la hâte ces chemins de fer qu'elle repoussait naguère.



Sur nos cartes et à vol d'oiseau, nous comptons plus de 130 kilomètres entre Tient-Sin et Péking; et plus de 1000 kilomètres entre cette capitale et Hankéou, terminus provisoire de cette seconde ligne.

Tient-Sin, grande ville de plus d'un million d'habitants, est située sur le Peï-Ho, à peu de distance de la mer.

Elle est le port le plus important du Petchili et l'entrepôt général des marchandises qui alimentent la capitale et toutes les régions environnantes.

Han-Kéou, heureusement placée au confluent du Han-Kiang (2) et du Yangtze-Kiang, le plus grand fleuve de la Chine (dix fois le Rhône), compte plus de 800.000 habitants. Sa position sur deux grandes artères navigables lui donne une importance commerciale exceptionnelle.

Les trois provinces : le Petchili, le Ho-Nan et le

(1) Le Transsibérien, dont la plus grande partie longe la frontière chinoise s'étend sur une longueur de 7.600 kilomètres; les sections les plus importantes seront livrées en 1900; la totalité des travaux sera terminée en 1904.

(2) Navigable sur plus de 1000 kilomètres.

Hou-Pe, traversées par la voie ferrée, embrassent environ 660.000 kilomètres carrés et sont peuplées de 73 millions d'habitants, soit une densité de population double de celle de la France.

Dans de telles conditions, le succès financier des deux lignes ferrées est absolument certain; et cet exemple, sollicitant vivement l'esprit d'entreprise, entraînera, à bref délai, les autres provinces à construire des voies semblables.

Quel sera pour nous le résultat économique d'une pareille transformation?

La réponse à cette grosse question peut se trouver dans l'examen de ce qui s'est passé et se passe actuellement au Japon.

Jusqu'en 1853, le Japon imitait la Chine et repoussait les étrangers, au point qu'il était même interdit aux habitants d'apprendre une langue autre que le dialecte national. Vers cette époque, parurent sur les côtes japonaises des frégates américaines sous les ordres du commodore Perry. Peu de temps après, une escadre russe se montra dans les mêmes eaux. Tous demandaient à entrer en relations commerciales avec le royaume du Soleil levant. Le Taïkoum, un des chefs du gouvernement, s'effraya et conclut un traité qui ouvrait six ports au commerce; mais, peu de temps après, des luttes éclatèrent entre les seigneurs du pays, les uns tenant pour le Mikado, les autres pour le Taïkoum. En 1863, des Daïmios, grands seigneurs du Japon, forcèrent le gouvernement à déchirer le traité. Mais les étrangers ne se laissèrent pas faire, et dès que certains de leurs vaisseaux eurent été canonnés par des samouraï (hommes d'armes et nobles du Japon), ils revinrent avec une escadre et imposèrent au Japon une indemnité de guerre, la signature d'un nouveau traité et l'extension de leurs privilèges.

Les daïmios rendirent le Taïkoum responsable; celui-ci

fut déchu de ses dignités et le pouvoir passa en entier aux mains du Mikado.

Le régime féodal fut aboli et les daïmios eux-mêmes réclamèrent la suppression de leurs privilèges.

Dès ce moment, l'esprit de la nation japonaise prit une nouvelle direction. Loin d'imiter les Chinois dans leur répulsion pour l'étranger, les Japonais mirent une ardeur juvénile à copier les nations occidentales.

Une transformation d'une rapidité sans exemple dans l'histoire se produisit.

L'instruction publique fut organisée sur une base démocratique; des professeurs et des savants étrangers furent appelés. Des ingénieurs furent engagés pour procéder à la construction des voies ferrées; des instructeurs militaires européens furent chargés d'organiser l'armée; des navires à vapeur furent achetés et des mécaniciens et des capitaines étrangers enseignèrent aux marins japonais l'art de diriger ces nouvelles machines. Des industriels furent invités à transporter leurs industries et leurs méthodes dans l'empire du Soleil levant. Le code lui-même fut refondu avec le concours de légistes empruntés à nos facultés. Les lois pénales furent adoucies et modifiées.

En un mot, tous, au Japon, s'engagèrent avec ardeur dans la voie du progrès.

En quelques années, les Japonais transformèrent considérablement l'état agricole, industriel et commercial de leur pays, et ces modifications ont été si rapides et si profondes que, pour les peindre et leur assurer créance, nous allons en emprunter les témoignages à des auteurs et à des documents autorisés.

Dans un remarquable article sur le *péril prochain* (1), M. d'Estournelles, nous parlant du Japon, emprunte au rapport de M. de Brandt, ancien ministre allemand en Chine, les renseignements que voici :

(1) *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} avril 1896.

« La filature de Kanegafuchi, au Japon, choisie par ce »
» dernier comme modèle de l'industrie japonaise et de »
» ses moyens d'action, compte 5.800 ouvriers se relevant »
» jour et nuit, chacun travaillant 12 heures; ces ou- »
» vriers ne sont pas des manœuvres ordinaires, ils doi- »
» vent réunir des qualités assez nombreuses; ils ne »
» sont payés que 40 centimes en moyenne par jour. Sur »
» ces 5.800 ouvriers, on compte 3.700 femmes payées »
» en moyenne 20 à 22 centimes. »

Voici un autre renseignement de source américaine (1) :

M. Butler, de San Diego, Californie, se procura les fonds nécessaires pour monter, à Ohosaka, une manufacture de montres et pendules. Mais, des traités ayant réglé que les étrangers ne pourraient s'établir manufacturiers au Japon qu'à partir de 1899, M. Butler tourna la difficulté en s'entendant avec des Japonais qui prirent l'affaire sous leur nom, cela, du consentement des autorités.

Une usine en briques convenablement disposée et pourvue de larges baies fut construite. M. Butler engagea en Amérique neuf ouvriers experts qui, sous la direction d'un nommé Wheeler, furent chargés d'enseigner aux ouvriers japonais l'art de diriger et d'utiliser les nouvelles machines.

Un contrat de trois ans, avec faculté de renouvellement à l'expiration du traité, fut conclu entre ce personnel américain et les directeurs de l'entreprise.

L'usine est déjà en fonction et voici ce que disent les professeurs américains : « Les Japonais employés ont »
» de très grandes aptitudes; ils apprennent beaucoup »
» plus rapidement que les personnes d'intelligence et »
» de conditions similaires aux Etats-Unis. La plupart »
» avaient quelque expérience du travail de réparation des »
» montres et pendules et quelques-uns avaient déjà fait

(1) *Bulletin of the Department of Labor*, January 1896, n° 2.

» usage de machines à main pour polir; mais la machi-
» nerie moderne devant laquelle nous les avons placés
» était entièrement nouvelle pour eux. Ce sont, en géné-
» ral, de jeunes hommes de 18 à 30 ans. Nul d'entre
» eux ne comprenant un mot d'anglais, et nul des Amé-
» ricains ne parlant japonais, l'œuvre d'éducation eut
» été très lente sans la fine perception des élèves.

» Nous ne pouvions expliquer quoi que ce fût aux
» Japonais, mais leur pouvoir d'imitation est si déve-
» loppé qu'il nous suffisait, pour leur enseigner quelque
» chose, de faire l'opération sous leurs yeux. Presque
» instantanément, ils répétaient le travail avec une par-
» faite exactitude et continuaient ainsi sans la plus lé-
» gère variation.

» Une autre difficulté de cet enseignement était l'ab-
» sence de mots japonais pour désigner les machines et
» les organes de la montre; mais les termes anglais fu-
» rent adoptés et sont maintenant d'un usage exclusif.

» Les plus hauts salaires payés aux ouvriers du pays
» dans l'atelier sont de 1 franc par jour; les plus bas
» de 25 centimes; tandis que dans les ateliers améri-
» cains, le même travail serait payé de 25 francs à 2 fr. 50
» centimes par jour.

» Quand l'atelier sera en plein fonctionnement, il pro-
» duira quotidiennement 150 montres, qui, grâce au bas
» prix de la main d'œuvre, pourront se vendre avec un
» bénéfice de 50 pour $\%$ sur le prix du marché des
» Etats-Unis ou de l'Europe. »

L'auteur ajoute : « Dans 4 ans (1899), les nouveaux
» traités entreront en vigueur; les étrangers pourront
» ouvrir directement des entreprises manufacturières.
» Alors, leurs capitaux et leur intelligence donneront un
» stimulant énergique à l'industrie mécanique et l'aug-
» mentation de la puissance productive du Japon sera
» plus rapide que maintenant. »

Voici un renseignement qui montre comment la con-

currence japonaise s'étend peu à peu à tous les articles : (1) « Les bières japonaises, dont il existe quatre » sortes principales, sont d'excellente qualité et d'un » prix de revient relativement faible. Elles ont déjà à » peu près chassé du Japon les bières importées, et les » résultats obtenus en 1894 montrent qu'elles ne tarde- » ront pas à aller faire sur les marchés d'Extrême- » Orient une concurrence dangereuse aux bières légères » d'Allemagne et d'Angleterre. »

Du même document, nous extrayons : « Mais ce qui » est autrement significatif et mérite d'arrêter l'atten- » tion, c'est le développement pris en trois ans par » l'exportation en Chine, spécialement en Corée et à » Hong-Kong, des *filés de coton* japonais. Cette expor- » tation en 1892 s'était élevée à 5,000 yen (2) à peine; » en 1893, elle atteignait 32,000 yen; en 1894, elle a dé- » passé 735,000 yen. »

Toujours à la même source, nous trouvons :

« Le charbon japonais tend d'année en année à pren- » dre une place plus importante. De 53,000 tonnes qu'elles » étaient en 1892, les exportations pour l'Inde anglaise » et les Straits Settlements, (3) se sont élevées, en 1893, » à 116,000 tonnes; et, en 1894, à 164,000 tonnes. A Hong- » Kong et à Changhaï, la situation de ces charbons est » désormais solidement établie, au grand détriment des » charbons anglais et australiens. » (4)

Nous lisons encore dans le même document :

« *Les Allumettes* constituent comme toujours l'un des » principaux articles d'exportation de Kobé et d'Osaka

(1) Rapports commerciaux des agents diplomatiques et consulaires de France. Année 1896, n° 342.

(2) Le yen d'argent dont la valeur est variable valait en 1874 au cours moyen 2 fr. 63.

(3) Etablissements anglais non compris dans l'Inde proprement dite mais rapprochés de l'Inde comme ceux du détroit de Malacca.

(4) Charbons japonais à Singapour 42 francs à 45 francs la tonne.
" anglais " 25 " " la tonne,

» avec une valeur de 3,680,546 yen pour une quantité de
» 13,379,860 grosses de boîtes. Ces chiffres indiquent une
» augmentation pour 1894 de 330,200 grosses de boîtes...

» L'exportation des allumettes dans l'Inde n'avait été
» en 1892 que de 292,600 grosses, en 1893 elle était mon-
» tée à 1,102,000 grosses et en 1894 elle a atteint 2,069,662
» grosses. Cette rapide progression montre que les allu-
» mettes japonaises se sont désormais solennement im-
» plantées dans les colonies anglaises de l'Inde...

» Elles commencent à prendre pied en Australie où l'ex-
» portation a passé de 3,700 grosses en 1892, à 6,565 grosses
» en 1893, et à 91,900 grosses en 1894. »

Le rapport n° 148 du vice-consul de France, M. P. de Lucy Fossarieu, nous dit que ces allumettes sont du genre *suédoises* ou de sûreté, au phosphore amorphe; chaque boîte contenant de 90 à 100 allumettes, le prix de vente d'une douzaine de boîtes n'est guère sur place que de 0 fr. 07 centimes à 0 fr. 10 centimes.

Encore quelques autres renseignements extraits du *Moniteur officiel du commerce* (27 février 1896), page 134 :

JAPON

Les renseignements suivants montrent une fois de plus avec quelle rapidité le pays a progressé depuis une vingtaine d'années.

Population

1872	: 33,110,825	habitants.
1876	: 34,338,367	»
1880	: 35,929,023	»
1884	: 37,451,727	»
1887	: 39,069,691	»
1891	: 40,718,677	»
1893	: 41,388,313	»

Nous constatons ainsi en 22 ans une augmentation de 25 •/•. Pendant la période correspondante, la popula-

tion en Angleterre n'a augmenté que de 20 % et en France de 6 % à peine.

Agriculture

Dans la période comprise en 1880 et 1894, on constate une augmentation de 25 % pour le riz, de 58 % pour le blé et l'orge, de 84 % pour les patates. On voit ainsi que l'augmentation du rendement des produits agricoles formant la base de l'alimentation nationale est en proportion plus grande que l'augmentation de la population.

<i>Cocons</i>		<i>Thé</i>	
1880 :	1,086,277 hectol.	12,824	tonnes.
1883 :	1,388,230 »	19,148	»
1887 :	2,195,308 »	28,044	»
1891 :	2,844,432 »	28,384	»
1894 :	3,240,000 »	30,760	»

Industrie

	Nombre des établissements.	Moteurs à vapeur.	Moteurs hydrauliques.
1883 :	84	1,383 chevaux	365 chevaux.
1892 :	1,203	28,500 »	4,142 »
1893 :	1,163	31,165 »	4,772 »

Ces chiffres sont ceux des établissements appartenant à des particuliers; l'Etat en possède également de fort importants.

Filature de coton

	Nombre des fuseaux	Tissus (tan) (1)	Fils (kilog.)
1883 :	. . . . .	2,331,860	315,182
1885 :	. . . . .	8,275,436	. . . . .
1886 :	65,420	. . . . .	. . . . .
1887 :	70,220	36,377,394	4,660,292
1891 :	353,980	48,209,974	30,719,752
1893 :	. . . . .	56,319,059	. . . . .
1894 :	663,749	. . . . .	57,462,752

(1) Un tan vaut 8 mètres 48 centimètres.

Pour bien d'autres industries, les Japonais ont trouvé en Europe et en Amérique des débouchés inespérés. On peut en juger par les chiffres suivants en dollars.

	Porcelaines.	Cloisonnés.	Verres.	Parapluies.	Nattes.
1885 :	695,269	23,471	4,700	1,768	935
1887 :	1,313,901	39,497	18,871	26,856	36,296
1891 :	1,480,411	59,225	103,940	161,504	656,123
1894 :	1,484,853	95,803	258,957	746,068	1,965,493

Et ce n'est pas seulement dans l'industrie manufacturière que le Japon déploie une activité incomparable et que, grâce au bas prix de sa main-d'œuvre, il chasse devant lui les produits européens dont il entreprend la fabrication; le développement des voies ferrées chez lui et celui de sa navigation à vapeur nous montrent que ses efforts embrassent tous les organes de la civilisation moderne.

(1) Lignes ferrées.	Nombre des vapeurs.		Tonnage.
1872 : 18 milles.	1872	96	23,364
1876 : 64 »	1876	159	40,248
1880 : 98 »	1880	210	41,215
1884 : 249 »	1883	390	45,350
1887 : 593 »	1888	524	81,066
1891 : 1,712 »	1891	607	95,588
1894 : 2,094 »	1893	680	110,205
1895 : 2,220 »	1894	461	163,996
	1895	517	521,522

Il est inutile d'insister davantage sur le danger qui menace notre industrie et notre commerce extérieur; la concurrence japonaise a fait ses preuves; il suffit de constater que le résultat déjà obtenu par le Japon provient d'un effort intelligent et soutenu, mais remontant à peine à vingt ans : sur ce dernier point, nous appelons toute l'attention du lecteur.

(1) En mars 1895, le Japon avait 4,715 kilomètres de lignes en construction et 1,600 kilomètres étaient concédés. Rapport de la légation anglaise à Tokio.



Revenons maintenant à la Chine et examinons quelles pourront être les conséquences d'une évolution économique dont la construction des chemins de fer, ligne Tient-Sin-Hankeou, est en quelque sorte la préface.

La première objection qui se présente à l'esprit est celle-ci : Pour ses voies ferrées, la Chine aura-t-elle de la houille ?

Elisée Reclus nous répond : (1) « Quoique les chemins » de fer manquent pour l'expédition du combustible à » de grandes distances, la production s'élève chaque » année à plusieurs millions de tonnes; la Chine occupe » déjà le sixième rang parmi les Etats producteurs de » houille, en attendant que, d'une part, l'appauvrissement » des mines anglaises et d'autre part l'aménagement régulier de ses galeries, lui assurent la première place. » Le bassin houillier du Setchouen s'étend sur un » espace d'au moins 250,000 kilomètres carrés; celui du » Hounan est aussi très considérable; mais le plus » important de tous, sinon par la superficie ou la contenance, du moins par l'extrême facilité d'accès, est » celui du Chansi méridional, dont les assises régulières, commençant au niveau des plaines environnantes, se poursuivent au loin dans l'intérieur des roches. Il n'y aurait aucune difficulté à construire des chemins de fer pénétrant de la plaine dans les mines et s'y ramifiant en un vaste réseau. Nulle part, les gisements ne sont aussi favorablement placés pour une exploitation peu coûteuse.

» Au taux actuel de la consommation, le Chansi du sud pourrait facilement fournir d'anthracite le monde entier pendant des milliers d'années. »

Le détail suivant peut nous éclairer sur ce qu'on doit espérer ou craindre quant au prix de revient.

(1) Nouvelle géographie universelle, livre VII, l'Asie orientale, page 531.

« Les ouvriers chinois sont en moyenne beaucoup
» moins payés que ceux de l'Europe et du Nouveau
» Monde : le taux du salaire à Péking, à Changhaï, à
» Canton, à Hankéou, varie de 50 centimes à 1 franc
» par homme et par jour. Il est vrai que le prix de la
» nourriture est proportionnellement inférieur à celui
» des contrées de l'Occident; ...la valeur moyenne de
» leur pitance varie de 40 à 50 centimes par jour; la
» différence est énorme entre leur régime et celui des
» matelots européens qu'ils rencontrent dans les chan-
» tiers de Tient-Sin ou de Foutcheou Fou. Et cepen-
» dant ces ouvriers, à l'apparence débile, au visage
» pâle, ont une grande vigueur musculaire, et quand il
» s'agit de soulever des fardeaux, ils ne le cèdent guère
» aux ouvriers anglais. »

Dans la construction des voies ferrées, les ouvriers chinois ont fait leurs preuves; nous n'avons qu'à rappeler la lutte mémorable ouverte entre les ouvriers blancs (irlandais et anglo-saxons) de l'*Union Pacific* et les ouvriers jaunes du *Central Pacific* pendant la construction du chemin de fer du Pacifique qui relie Omaha à San-Francisco. C'est à son équipe d'ouvriers chinois que le *Central Pacific* dû le record de la pose : 17 kilomètres de rails mis en place en une seule journée (8 mai 1869). L'ingénieur Louis Simonin qui visita les travaux pendant leur exécution, dit que du côté du *Central Pacific*, les ouvriers chinois faisaient presque toute la besogne; ils étaient « des terrassiers modèles, sobres, disciplinés, intelligents, d'une habileté de main merveilleuse, d'une gaieté, d'une égalité d'humeur inaltérables. » (1)

M. de Brandt estime que les Chinois sont bien supérieurs aux Japonais; qu'ils sont plus sûrs, plus intelligents, qu'ils ont plus de fond et que l'hégémonie leur appartiendrait en Asie, si tous les progrès, tous les

(1) *Le Monde américain*, page 355.

actes mêmes de l'administration la plus élémentaire, n'étaient pas rendus impossibles par les abus dont s'enrichit ou se nourrit un peuple de fonctionnaires sans scrupules.

M. Norman appréciant dans un livre tout récent le rôle menaçant de la concurrence orientale, écrit : « L'ha-
» bileté de l'ouvrier oriental, sa sobriété extrême, ne
» font de doute pour personne; entre deux ouvriers éga-
» lement habiles, celui qui est le plus sobre est déjà
» assuré de la supériorité, il en sera bien plus certain
» encore, s'il se contente d'un salaire très inférieur à
» son concurrent; or, c'est le cas de l'ouvrier jaune
» par rapport à l'ouvrier blanc; celui-ci est vaincu d'a-
» vance... »

Voilà des documents aussi concordants que peu rassurants.

Mais alors que deviendront nos manufactures de France, d'Allemagne, d'Angleterre? Il semble, en effet, qu'elles auront beaucoup à souffrir de la concurrence asiatique. Certainement chacun de ces pays, imitant l'exemple des Etats-Unis d'Amérique, aura la ressource d'entourer ses frontières de droits protecteurs; mais si cette faible barrière suffit à défendre le marché national, elle est impuissante quand les débouchés des produits se trouvent sur des places étrangères.

L'Angleterre, la première, en éprouvera les fâcheux effets; son développement industriel, très supérieur à celui des autres nations occidentales, la désigne d'avance comme devant subir les plus rudes assauts; et ses remarquables Trades-Unions dont les efforts éclairés et persistants ont si heureusement contribué à maintenir les salaires de ses ouvriers au taux le plus élevé d'Europe, ne seront plus que des associations insuffisantes pour lutter contre le bas prix de la main-d'œuvre asiatique, dès que les orientaux seront pourvus d'un outillage européen perfectionné.

Il faut donc chercher, trouver encore autre chose, et tout d'abord se demander si la loi de l'offre et de la demande doit inévitablement nous conduire à l'égalité de salaire, et si nous devons prendre notre parti de voir les salaires asiatiques augmenter et les salaires européens décroître.

Nous ne pensons pas que là soit la solution d'un problème qui se pose d'une façon si menaçante pour nos ouvriers; car, quelque puissante que soit la concurrence commerciale sur la vente des produits, sur l'extension de l'industrie et par réaction sur le prix de la main-d'œuvre, cette concurrence n'est pourtant qu'un des divers facteurs qui entrent dans le coût d'un objet, de même que le taux du salaire industriel n'est pas non plus l'unique raison du bas prix d'un produit. Nous voyons journellement en Europe des objets manufacturés chez telles nations qui paient de haut salaires, refouler, par les bas prix auxquels ces nations les livrent, les produits similaires fabriqués par des pays voisins, qui pourtant paient à leurs ouvriers des salaires moins élevés.

L'Angleterre peut être citée comme exemple: Tous les économistes s'accordent à reconnaître qu'elle paie les plus hauts salaires et quelle est en même temps, dans le cercle des nations européennes, celle dont les produits obtiennent les plus vastes débouchés.

Dans un travail magistral, dont nous recommandons vivement la lecture, (1) M. Luio Brentano, professeur à l'Université de Munich, a clairement démontré comment de hauts salaires correspondant à un outillage plus parfait et en même temps à un niveau mental ouvrier plus élevé, entraînaient en fin de compte une réduction de prix sur les objets manufacturés. A l'appui de son opinion, il cite de nombreux exemples pris dans les usines

(1) *Revue d'économie politique*, avril 1893: Les rapports entre le salaire, la durée du travail et sa productivité.

anglaises, allemandes, américaines et visant les industries du fer, du coton, des mines, etc., etc.

Ses conclusions et les chiffres qui les accompagnent sont probants. Mais sa thèse porte sur les conditions de travail d'ouvriers occidentaux presque de même race, poussés par des besoins semblables et dont les salaires habituels ne comportent pas d'extraordinaires écarts. Autres et autrement dangereux sont les ouvriers orientaux chez lesquels un long atavisme a développé et fixé à un haut degré les facultés d'application et d'endurance : voilà un nouveau facteur qui peut modifier les conclusions de M. Brentano et entamer un peu la confiance sereine que dégage son étude.

Le Japon ne fait que naître à la vie industrielle moderne, et quoique incomplètement outillé, il a déjà chassé devant lui pas mal de produits européens. Qu'advient-il si la Chine jette dans la lutte économique ses 400 millions d'hommes sobres et laborieux? Doit-on s'attendre en Europe à de graves perturbations, à une grande dépression du travail national et des salaires? Beaucoup le pensent (1) : et il est à prévoir que nos constructeurs-mécaniciens, emportés par le tourbillon d'une fougueuse concurrence, s'empresseront à l'envi l'un de l'autre, de devancer leurs rivaux et de vendre à la Chine les machines les plus productives et les plus perfectionnées. (2)

(1) Les dangers et les perturbations qui menacent les nations industrielles d'Europe résultent de ce fait que les progrès d'ordre politique sont allés plus vite que ceux de l'économie sociale. Par l'extension du droit de vote et sa marche vers le suffrage universel, l'exercice du pouvoir tend à passer aux mains des masses électorales. Or, celles-ci ne savent rien en économie politique, rien de ce qui est pratique en économie sociale. Sous l'influence de la misère causée par une dépression de l'industrie et ne pouvant s'expliquer clairement les causes d'une diminution de salaire ou d'un arrêt de travail, elles seront portées à suivre sur n'importe quel terrain tout empirique qui leur promettra un remède. *Ventre affamé n'a pas d'oreilles*, dit un proverbe. Oui, pour des choses de raison, de réflexion; mais il en a de grandes ouvertes pour qui lui promet la satisfaction d'un pressant besoin.

(2) Au début de son organisation maritime, le Japon achetait tous les vapeurs qu'il pouvait obtenir et les possesseurs de vieux navires ne se firent pas scrupule de les lui céder comme bons, bientôt il s'aperçut que ces vaisseaux ne

Examinée au point de vue philosophique, cette expectative semble heureuse et humaine. 400 millions de Chinois, dont beaucoup ont peine à vivre de leur maigre salaire, trouveront à la longue profit à l'emploi d'un outillage plus parfait; cela, malgré les perturbations profondes et momentanées qu'un pareil changement va apporter dans leur pays.

Mais, au point de vue économique et en ne visant que l'intérêt de l'ouvrier européen, on ne peut s'empêcher de craindre les résultats immédiats d'une rapide transformation, et il y a lieu de s'en effrayer, à moins qu'on ne modifie simultanément les conditions organiques du commerce et de l'industrie des nations occidentales.



Dans un ouvrage récent, (1) un économiste fort original, M. J. Novicow, s'est attaché à étudier les causes des souffrances des sociétés modernes. Au cours de sa préface, il a avancé cette proposition : « L'égalité ne peut pas assurer le bien-être. » Ensuite, à la question : Pourquoi sommes-nous si pauvres ? Il répond : « Parce que nous produisons peu et parce que nous gaspillons trop. » Il poursuit la démonstration de cette seconde proposition, en citant une foule d'exemples qu'il serait trop long d'énumérer ici.

En dénonçant le gaspillage, par conséquent l'imperfection de notre organisation économique, le brillant économiste russe a peut-être indiqué le mal essentiel qui

pouvaient rendre que de médiocres services et fut obligé d'en mettre pas mal au rebut. Aujourd'hui, il prend ses précautions, et dans le *Moniteur du Commerce* nous lisons : « Aujourd'hui, 7 septembre 1895, est partie pour l'Europe une commission composée de deux directeurs et d'un *conseiller étranger* de la « Nippon Yusen Kaisha » la compagnie de navigation de beaucoup la plus importante du Japon ; sa mission consiste à faire l'acquisition pour cette compagnie de 6 vapeurs d'un tonnage de 5 à 6,000 tonnes, qui feraient le service de Yokohama à Liverpool. »

(1) *Le Gaspillage des sociétés modernes*, par J. Novicow, Félix Alcan, éditeur, 1894.

nous laisse faibles et désarmés devant la concurrence asiatique.

Un pas de plus dans cette voie doit nous faire découvrir le remède, et c'est dans l'économie de ressort, dans un meilleur emploi de nos forces productives, de nos méthodes distributives, que nous devons le chercher, que nous pouvons le trouver.

Que voyons-nous si nous examinons les modifications introduites au cours du siècle dans nos procédés de production ? Deux choses :

1° Une plus grande spécialisation de l'ouvrier producteur ;

2° Une énorme augmentation des produits, manufacturés par des usines de moins en moins nombreuses, mais de plus en plus importantes. L'histoire des industries du fer et de l'acier, du coton et de la laine, de la mouture des grains, etc., etc., nous en fournit les preuves.

Prenons un exemple très simple : le pain.

Le pain était autrefois à peu près exclusivement préparé dans la famille : celle-ci passait la farine, pétrissait la pâte et la portait au four banal, quand elle ne pouvait la cuire chez elle. Voilà une première étape. Le pain est aujourd'hui quotidiennement préparé par un grand nombre de boulangers, petits patrons, qui se sont peu à peu substitués à l'ancienne production familiale et ont constitué ainsi, à leurs profits, une industrie particulière. C'est une deuxième étape.

Une communication faite à *l'Economiste français* et insérée au numéro du 8 février 1896, peut servir d'illustration à la troisième étape.

« Boulangerie coopérative de Roubaix, 7 décembre 1895.

» MONSIEUR LE DIRECTEUR,

» J'ai l'honneur de vous adresser le compte-rendu de
» la boulangerie coopérative de Roubaix pour l'exercice

» arrêté le 30 septembre dernier, clôturant par 226,588 fr. 02
» comme bénéfice réalisé, et sur un dividende acquis
» de 33 fr. 18 % répartis en espèces 31 % aux
» sociétaires, au prorata de la consommation de cha-
» cun d'eux pendant l'année.

» Ce résultat se passe de commentaires; sur l'exer-
» cice précédent, il est en progression de 26,000 fr.

» Le pain a constamment été vendu à la taxe offi-
» cielle de la ville de Roubaix, c'est-à-dire le même prix
» que l'ensemble des boulangeries de la même ville; ce
» qui établit que le bénéfice de 31 % est réel et prouve
» une fois de plus l'économie du système coopératif et
» le résultat que l'on peut atteindre, lorsque ces entre-
» prises sont sagement conduites avec compétence et
» désintéressement.

» Si l'on considère que le nombre de sociétaires com-
» posant la Société de consommation de Roubaix est
» d'environ 2.200, on verra que le bénéfice de 226.588 fr. 02
» réalisé pendant l'année, procure une économie moyen-
» ne d'environ 100 francs pour chaque sociétaire.

» Il existe dans la ville de Roubaix huit Sociétés coo-
» pératives de boulangerie qui, toutes, sont en prospé-
» rité et prennent du développement chaque année.

» En présence des résultats acquis depuis 1867, époque
» de la création de la Société de consommation, qui, la
» première, a commencé la boulangerie, on est étonné
» que les autres villes du Nord, notamment Lille, ne
» suivent pas le même exemple; il en est de même à
» Douai, Cambrai, Valenciennes, où les éléments ne
» manquent pas, mais où, sans doute, l'initiative privée
» ne se rencontre pas aussi facilement qu'à Roubaix.

» La question est cependant intéressante, et mérite
» d'attirer l'attention de tous ceux qui se dévouent à la
» cause publique et qui cherchent l'amélioration du sort
» de chacun par un moyen vraiment pratique.

» Entièrement à vos ordres et à ceux de vos lecteurs
» que le cas pourrait intéresser,
» Veuillez agréer, etc.

» COPIN aîné,

» Directeur de la meunerie, à Sommaing-sur-Ecaillou,
» par Solesmes (Nord). »

Cette lettre est un programme. Elle incarne bien la troisième étape, en ce qu'elle démontre les avantages de la grande industrie, même appliquée au pain, puisqu'elle accuse une diminution ou, si l'on veut, un remboursement de 31 % sur le prix de cette marchandise. Mais, de plus, et ceci est le principal, elle nous présente un des caractères d'une quatrième étape, un des éléments qui permettront, croyons-nous, de résister à la concurrence asiatique, je veux parler de la forme coopérative.

Si nous portons nos regards sur notre monde commercial et industriel actuel, que voyons-nous ?

Un nombre considérable d'usines, de magasins, représentant des efforts et une richesse considérables, mais disposés sans plan d'ensemble, sans méthode apparente. On distingue bien que, dans les villes, les magasins se sont pressés sur les voies de grande circulation pour mieux attirer et saisir le client au passage ; mais on ne voit pas de lien entre ces blocs de marchandises. Tout au contraire, si on les analyse, on ne voit que concurrence et antagonisme entre détenteurs de produits similaires. Les usines, de leur côté, semblent disposées un peu à la diable et avoir poussé comme des champignons, tassées sur quelques points du territoire, et, dans certaines villes où elles concentrent trop de population, au grand dam de l'hygiène nationale. Elles laissent, en France, inoccupés, de vastes espaces de terrains, où il aurait été pourtant utile d'attirer une population manufacturière. Cependant, quelques-unes ont vu leur emplacement déterminé par des considérations éco-

nomiques résultant de l'emploi d'une chute d'eau, du voisinage de mines de charbon ou de fer, de la proximité de canaux ou de voies ferrées; mais la plupart sont nées sous l'influence de considérations bien secondaires; et le mauvais choix de leur situation constitue, de ce chef, un gaspillage de forces considérable.

Dans ces organes de production, dans ces usines rivales, nous rencontrons aussi le même antagonisme que nous avons déjà constaté dans les magasins, organes de distribution. A travers ce chaos d'institutions diverses, sans liens entre elles, alimentant des intérêts étroits et souvent opposés, la concurrence anarchique a beau jeu pour pénétrer comme un coin et renverser aujourd'hui tel ou tel magasin, demain telle ou telle usine. Voilà la principale cause de notre faiblesse, aussi le chiffre des faillites va-t-il toujours augmentant.

Ce gaspillage est-il nécessaire? est-il inévitable? est-ce la rançon de la liberté? ou bien le signe d'un état encore primaire, comme enfantin de notre civilisation? Et ne peut-on concevoir un mode économique, un plan d'organisation commerciale et industrielle plus systématique, plus national, où, toute initiative respectée, l'effort individuel serait canalisé, utilisé, au lieu d'être comme aujourd'hui émietté et perdu en des directions divergentes et trop souvent contraires.

Nous croyons que les germes de cette organisation existent, qu'il n'y aurait qu'à les propager, les multiplier, ensuite à les solidariser, à les unifier, pour donner à notre industrie et à notre commerce cette économie de ressort, cette force, cette identité d'action qui leur manquent et peuvent être demain leur unique sauvegarde, en face de la concurrence menaçante du monde asiatique.

Oui, ces germes existent! Nous les voyons dans les coopératives de consommation, elles sont plus de 1000 en France; nous les voyons encore dans les associa-

tions de production. La liste publiée en 1896 par l'Almanach de la Coopération française en compte 129. Nous les trouvons dans les syndicats agricoles, qui prennent de jour en jour un si grand développement. Nous les rencontrons dans les sociétés coopératives de crédit, banques populaires, caisses rurales ; nous les constatons dans les établissements industriels, commerciaux, financiers, agricoles, où existe à divers degrés la participation des ouvriers aux bénéfices.

Tous ces germes d'association ont une vie si intense, une force d'adaptation si puissante, que M. Ch. Gide, professeur d'économie politique à l'Université de Montpellier, a pu dire (1) : « La coopération se manifeste sous » des formes étonnamment variées et dont la liste ne » sera jamais épuisée, puisque suivant le temps et le » pays, à chaque besoin nouveau, on voit surgir spon- » tanément quelque forme nouvelle propre à le satisfaire. » L'Allemagne, qui présente dans ce domaine la plus » grande variété, enregistre dans la classification de ses » comptes-rendus quatorze espèces différentes. Mais il » y en a bien d'autres ; dans presque chaque pays, on » trouve quelque type qui tend à prédominer ou qui ne » se retrouve point ailleurs. Le Magasin de gros en An- » gleterre, le Syndicat agricole en France, la Caisse ru- » rale en Allemagne, la Laiterie en Danemark, l'Asso- » ciation des journaliers en Italie, la Société de cons- » truction et de prêts aux Etats-Unis. C'est précisément » cette variété et cette facilité d'adaptation qui encoura- » gent les hautes espérances que nous fondons sur la » coopération comme régime futur des sociétés huma- » nes. »

A cette liste, ajoutons encore, pour la France, le Familistère de Guise ; et ceci, non pour mettre en vedette

(1) *Almanach de la Coopération française*, 1896. En vente au Comité Central, 1, rue Christine, Paris ; au bureau de *l'Émancipation*, 1, rue Duguesclin, Nîmes (Gard).

les dix millions de capital qu'il représente, mais parce que cette association a posé dans son bloc la plupart des problèmes que tentent de résoudre ailleurs des institutions indépendantes. Education, production, consommation; caisses de retraite, de secours mutuels, de pharmacie, d'assistance pour cause d'insuffisance de ressources dans la famille; participation aux bénéfices industriels conduisant à la propriété de l'habitation et de l'usine: tous ces problèmes ont trouvé dans ce type complexe d'association des solutions satisfaisantes.

Et toutes ces créations, toutes ces expériences sont assez nombreuses et assez répandues pour qu'on puisse les examiner dans divers pays; nombre d'entre elles ont assez de durée pour qu'on juge de leur vitalité, de leur résistance; assez d'importance pour qu'il ne soit plus possible de les qualifier d'exception, de quantités négligeables.

Alors, que faire?

Que faire! mais les porter à la connaissance du public, en introduire l'étude minutieuse dans l'enseignement national. Ouvrir tout au haut, dans l'Université, des chaires d'économie sociale; et si les économistes officiels, par timidité, amour du passé, peur de l'avenir, hésitent et résistent à enseigner un ordre de faits nouveaux pour eux et tout modernes, charger résolument des hommes de bonne volonté, diplômés ou non, de pourvoir à la nécessité présente.

Nous devrions nous souvenir de la résistance faite autrefois par notre Etat-major militaire à l'emploi des canons se chargeant par la culasse, et des rudes défaites qu'une artillerie insuffisante nous fit subir en 1870. Cet esprit de routine s'étend à tous les mandarinats de quelque nom qu'on les décore. Mais une défaite industrielle, commerciale, a des conséquences autrement importantes qu'une défaite militaire.

La perte de l'Alsace et de la Lorraine, très blessante

pour notre amour-propre national, n'a que bien peu changé les conditions de vie des deux provinces, les populations y sont aussi denses qu'autrefois, les grandes villes ont même augmenté. La perte d'hommes des deux nations en lutte fut en chiffre ronds d'un peu plus de 200.000 combattants. En 1882, sous la simple pression d'influences économiques, les Etats-Unis recevaient d'Europe plus de 700.000 immigrants.

Combien dans l'avenir des nations les influences économiques sont plus puissantes que les tragédies militaires.

Cette simple vérité devrait être la grande préoccupation de nos gouvernants, et leur souci constant devrait être de la faire pénétrer dans la moelle de leurs administrés.

De l'Université, le cours d'économie sociale s'étendrait à l'enseignement secondaire : lycées, collèges, pépinières, dit-on, des classes dirigeantes.

On pourrait observer que la chose est inscrite aux programmes sous le nom d'économie politique. Aux programmes, c'est possible. Je me rappelle en effet avoir vu, il y a peu d'années, un cahier d'élève dont le résumé portait quelques notes sur les associations. Le professeur, un professeur de philosophie bien coté, en avait parlé dans son cours annuel pendant trois quarts d'heure, et c'était tout. Il avait probablement épuisé ce qu'il en savait.

Mais il est un champ d'enseignement où un cours sérieux d'économie politique et sociale est d'une nécessité immédiate : je veux parler des Ecoles pratiques de commerce et d'industrie. Le nombre en est trop restreint : nous en comptons à peine une vingtaine contenant près de 2,500 élèves. (1) En ajoutant à ce chiffre

(1) D'après l'*Annuaire de l'enseignement commercial et industriel 1895*, les Ecoles pratiques de commerce et d'industrie comptent environ 2,490 élèves; les Ecoles primaires supérieures professionnelles au nombre de 44 contiennent un

un nombre égal d'élèves recevant une instruction semblable dans les *Ecoles primaires supérieures professionnelles*, nous trouvons au maximum un total de 5,000 jeunes gens au-dessus de 13 ans qui, pendant trois ans, apprennent un métier.

La population scolaire de cet utile enseignement est infime, si on la compare à celle des lycées et collèges. La raison en est que les établissements d'enseignements professionnels sont de création récente et que le pays n'en a pas encore compris toute l'importance. Mais qu'on n'oublie pas que le recrutement des élèves de ces établissements plonge ses racines dans l'enseignement primaire (dont l'enseignement professionnel est le complément obligé), dans un contingent de 5 millions et demi d'enfants sur lesquels repose l'avenir du pays presque entier.

La clientèle des Ecoles pratiques de commerce et d'industrie est exclusivement formée de jeunes gens qui demanderont au travail leurs moyens de subsistance. Devenus ouvriers ou contre-mâtres, ils auront à se préoccuper du taux de leurs salaires et des conditions qui peuvent l'augmenter, le diminuer ou le tarir; de là, pour eux, un intérêt direct à connaître le mécanisme des Trades-Unions, de la Participation aux bénéfices, de l'Association de production. Négociants régionaux ou exportateurs commerciaux, ils auront à se préoccuper grandement de la concurrence étrangère ou de la compétition locale; ils auront à étudier, à analyser des organismes tels que le Louvre, le Bon Marché, les *Wholesales* anglaises, écossaises et même des Magasins tels que ceux des simples Sociétés coopératives civiles.

chiffre d'élèves à peu près égal, suivant un enseignement réellement professionnel. Mais ces notices sur cette dernière catégorie d'écoles sont si incomplètes, que nous n'avons pu relever le chiffre des élèves que dans 17 écoles et le chiffre d'élèves relevé comprend filles et garçons.

Lire l'anglais, l'allemand, l'italien, leur sera plus utile que de lire Platon ou les textes d'Horace; car c'est en langues vivantes que s'écrivent l'histoire et la technique du commerce et de l'industrie modernes, et ce sont les faits les plus nouveaux qui devront donner la vie et fournir la substance à leur enseignement.

De la vieille histoire du monde, nous connaissons surtout les épopées militaires; les antiques influences économiques nous échappent. Mais l'histoire actuelle, l'histoire vivante, n'est plus celle des rois, des généraux. Elle est celle des ingénieurs, des savants, des commerçants, des ouvriers, des travailleurs.

Toute construction de voie ferrée est un chapitre de cette histoire, chaque station en est une page.

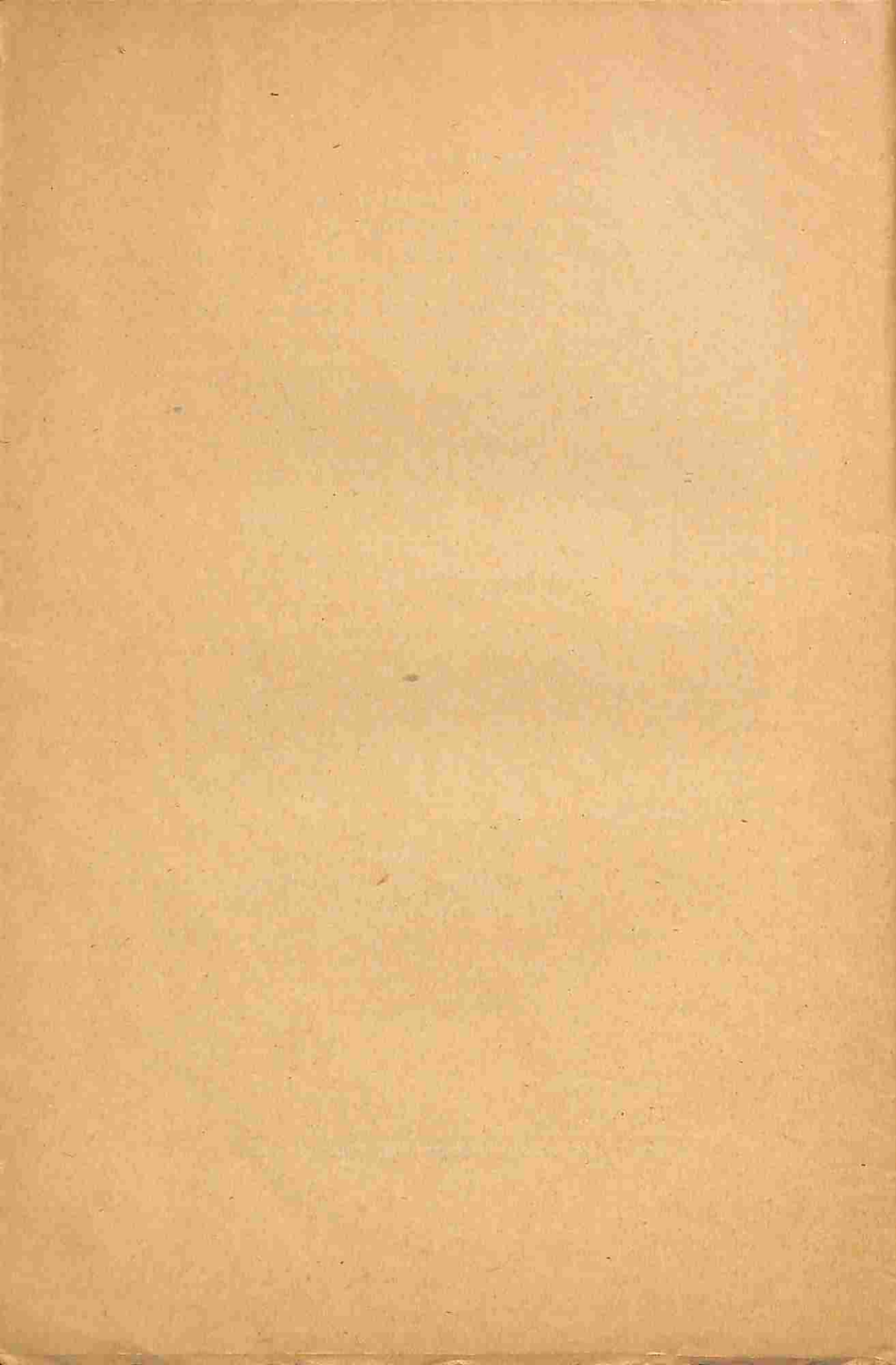
Nous avons récemment, avidement, violemment, tiré la Chine d'un sommeil séculaire, et à son réveil nous l'avons en quelque sorte obligée d'écrire sur ce grand livre de la chronique humaine : « 1896, *Chemins de fer: Tient-Sin, Peking, Hankeou, 1,500 kilomètres.* »

Si, négligeant la portée prochaine d'un pareil événement, nous n'y faisons face, sans tarder, par une large instruction professionnelle, économique et sociale, prenons garde que le chapitre ouvert par nous ne se clôture contre nous.

A. FABRE.

Délégué du Ministère du Commerce
au Conseil de perfectionnement de l'Ecole Pratique
d'Industrie et de Commerce de Nîmes.





L'ÉMANCIPATION

Journal d'Economie Politique et Sociale

Organe des Associations ouvrières et du Centre régional coopératif du Midi

Paraissant le 15 de chaque mois

Abonnements :

FRANCE et ALSACE, 2 fr. 50 — ETRANGER, 3 fr. 50

4, Plan de l'Aspic, 4

On trouve au Bureau du même journal

BROCHURES DE PROPAGANDE :

- Les Prophéties de Fourier**, par Ch. GIDE..... » f. 30
Le Contrat de Salaires, par Ch. GIDE..... » 30
Deux Episodes de la vie de Robert Owen. —
A. FABRE..... » 20
Un Socialiste pratique, Robert Owen 1 vol.
de 150 pages, par A. FABRE..... 1 »»
Les Ski Scratchers ou les hautes maisons
américaines, par A. FABRE..... » 30

LE DEVOIR

REVUE DES QUESTIONS LOCALES

PARAIT A LA FIN DE CHAQUE MOIS

Directrice : M^{me} V^{ve} GODIN, au Familistère. Guise (Aisne)

ABONNEMENTS PAYABLES D'AVANCE

France, un an : 40 francs — Union postale, un an, 44 francs.